

## RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AU MOUVEMENT ANTI-GAZ DE SCHISTE

## L'opposition déterminée

**L'Instance de concertation et de suivi de l'opposition tient, aujourd'hui dimanche dans l'après-midi, au siège national du mouvement Islah, l'ultime réunion pour mettre les dernières retouches aux sit-in de solidarité avec le mouvement anti-gaz de schiste dans le sud du pays, prévus après-demain mardi.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Manière de faire le bilan des préparatifs menés depuis quelques jours au niveau de l'ensemble des wilayas du pays et même à l'étranger.

En effet, les prolongements locaux des membres de l'Icso se sont attelés ces derniers temps à se préparer, chacun dans sa wilaya, pour réussir cette toute première manifestation de rue de l'opposition.

Des sit-in qui se tiendront tous à la mi-journée, entre 12h et 13h, devant les chefs-lieux de wilaya, alors que celui d'Alger aura pour arène l'esplanade attenante à la Grande Poste et concernera les directions des partis et les staffs des personnalités composant cette instance. Trois autres rassemblements se tiendront à l'étranger le même jour, à Paris, Londres et Hambourg et probablement un autre à Genève, en Suisse.

Ces manifestations de rue retiennent l'attention de par «l'enjeu» réel ou démesuré que chacun veut leur conférer. Mais pour les

membres de l'Icso, les sit-in de ce mardi sont loin de constituer un quelconque «test majeur», comme les présentent certains cercles. «C'est le début de quelque chose», résumera d'emblée le président de Jil Jadid pour qui «l'opposition a mis du temps pour se regrouper autour d'une plate-forme et s'entendre sur le fond de la problématique du pays», expliquera Soufiane Djillali.

Répliquant à ceux qui accusent l'opposition d'exploiter le mouvement anti-gaz de schiste au sud du pays, notre interlocuteur usera de son ironie traditionnelle en s'interrogeant : «A quoi sert un parti si ce n'est, entre autres de ses missions, à accompagner les populations dans leurs préoccupations, leurs aspirations ?»

Quant aux «dangers» que suscitent ces sorties non autorisées dans la rue, le président de Jil Jadid dira que l'Etat aurait dû donner l'exemple en faisant l'économie de la participation de notre ministre des Affaires étrangères à la marche de



Soufiane Djillali, président de Jil Jadid.

Paris de janvier dernier contre le terrorisme. Pour sa part, le chargé de la communication au RCD fera part d'une «attente citoyenne». Ceci non sans faire remarquer que «les Algériens ont perdu le réflexe de marcher, au vu des interdictions qui frappent depuis des années les manifestations de rue», même si pour lui, «le nombre importe peu». Car, pour Atmane Mazouz, «c'est là un début», estimant que l'opposition «n'a pas d'autre choix que la rue», indépendamment de tout avis du pouvoir, le premier, selon lui, à «vio-

ler la légalité». «C'est le pouvoir qui détient le monopole en matière de viol de la légalité. Ce qui, d'ailleurs, ne laisse pas trop d'options à l'opposition qui n'a d'autre choix que la rue, rejetant dans le même temps la responsabilité au pouvoir.»

Une réponse à peine voilée au premier responsable du Front du changement qui vient de tourner le dos à l'Icso dont il est membre, en décidant de faire l'impasse sur les manifestations de ce mardi avançant son souci de ne pas prendre part à toute activité

«interdite qui pourrait mener à une confrontation».

De son côté, le secrétaire général de l'UFDS dira qu'il s'agit «ni plus ni moins que d'une manifestation de soutien aux populations du sud du pays. C'est un appel aux Algériens et nous ne forçons personne à nous rejoindre».

Pour ce qui est du patron du FC, Noureddine Bahbouh, il se contentera de dire que «l'Histoire retiendra les positions des uns et des autres». Et de refuser que «personne ne nous responsabilise», estimant que la «responsabilité est ailleurs», dans le camp qui «ne cesse de nous mettre les bâtons dans les roues».

Mais c'est le président de Jil Jadid qui va plus loin dans cette «indiscipline» du patron du FC. «Visiblement, Menasra voudrait bien reprendre sa place dans l'exécutif. Qu'il le fasse sans jeter des pierres à l'opposition car la légalité derrière laquelle il se voile pour justifier son retrait de cette action ne tient pas la route. Car la loi, la Constitution, c'est le pouvoir en place qui les piétine. Preuve en est la dernière interdiction de notre conférence thématique, samedi dernier, autour de la transparence des élections», dira Soufiane Djillali.

M. K.

## RASSEMBLEMENT DU 24 FÉVRIER EN SOLIDARITÉ AVEC IN SALAH À ORAN

## «On n'a pas le droit de se taire»

**Voilà presque 50 jours que les habitants de In Salah mènent un mouvement de contestation pacifique pour dire non à l'exploitation du gaz de schiste. «Il est plus que temps aujourd'hui d'exprimer notre soutien et notre adhésion à leur combat qui est celui de toute l'Algérie.» Tels sont les contours de l'intervention hier de M. Kaddour Chouicha, membre de la section d'Oran de la LADDH.**

**Amel Bentolba - Oran (Le Soir) -** Oran compte parmi les wilayas qui ont décidé de faire de la journée du 24 février une journée pour se solidariser avec les citoyens de la ville de In Salah contre l'exploitation du gaz de schiste et afin de soutenir les militants de la ville de Laghouat pour les droits des chômeurs et les droits des personnes emprisonnées qui vont être jugées en appel le 11 mars prochain.

Raison pour laquelle ce jeudi ils ont mis un terme à leur grève de la faim, explique un membre de la LADDH et de poursuivre : «La question de l'exploitation du gaz de schiste a permis de poser la problématique de la gestion démocratique en Algérie qui perdure. Car face à tout problème économique, le pouvoir a toujours eu recours à la rente. Nous soutenons entièrement la revendication de la population

de In Salah d'entériner la demande de moratoire pour l'arrêt de l'exploitation du gaz de schiste en Algérie par la technique de fracturation hydraulique. On n'a pas le droit de se taire !»

Abordant le cas des 9 militants de la ville de Laghouat des droits des chômeurs et des droits des hommes emprisonnés, l'intervenant déclare «nous entendons et lisons tous que Amar Saâdani est condamné à un an de prison ferme, où se trouve-t-il ? Libre ! Son fils serait détenteur d'une grande somme en devises, est-il inquiété ? Non ! Tout simplement parce que nous avons à faire à une justice des classes, si tu as beaucoup d'argent tu ne seras pas inquiété par la justice. Mais ces jeunes, ce sont des chômeurs, ils appartiennent à la catégorie la plus faible, pendant ce temps les vrais délin-

quants sont en liberté». L'intervenant est conscient que la solidarité citoyenne n'est pas chose aisée, car dit-il, on ne naît pas militant, c'est tout un apprentissage. Concernant le rassemblement du 24 février, le fait qu'il se tienne dans plusieurs wilayas du pays, est, dit-il, une première : même jour, même but, ce sera une première expérience.

Enfin le membre de la Ligue algérienne des droits de l'Homme a tenu à préciser : «Les gens du Sud ne sont pas des assistés ou des incultes, ils ne veulent plus du mépris».

Le rassemblement de protestation et de solidarité qui aura lieu à Oran ce mardi 24 février 2015 se tiendra à partir de 16h au square Port-Saïd (Front de mer).

A. B.

## AMAR GHOUL TIRE À BOULETS ROUGES SUR LA CNLTD :

## «Il faut barrer la route à ces aventuriers»

**Le président du parti TAJ, Amar Ghoul, s'en prend, sans ménagement, à l'opposition, plus particulièrement le groupe de la CNLTD. «Je ne comprends pas que certaines parties tentent de faire de cette date qui nous est si chère, celle du 24 Février, une occasion pour s'en prendre à la stabilité du pays», accusait-il en effet, hier samedi, au cours d'une longue intervention à l'ouverture des travaux du bureau national du parti, à Dely Ibrahim.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Une intervention entièrement consacrée à cette question, à savoir les marches auxquelles ont appelé les membres de la CNLTD pour mardi 24 février prochain. Cela, après avoir longuement évoqué la situation dans le monde arabe, islamique et, tout près de nous encore, en Libye et au Sahel. «Après avoir épuisé la carte Al Qaïda, puis ce printemps sanglant, voilà qu'ils nous sortent, aujourd'hui, la toute dernière carte, Daesh. Une carte qu'ils (les pays occidentaux, ndlr) veulent utiliser pour diaboliser l'Islam et les musulmans. Mais aussi pour poursuivre l'œuvre diabolique de fractionnement des pays arabes.»

Ghoul citera comme exemple l'Irak, la Syrie, mais aussi le Yémen et, surtout, la Libye. «Que des Libyens, jadis fiers et jaloux de leur stabilité en arrivent à exhorter une intervention militaire chez eux, c'est désespérant !» Pour l'actuel ministre des Transports, certains, qu'il ne nomme pas toutefois, tentent de pousser l'Algérie vers de tels scénarios apocalyptiques.

«Nous nous félicitons du dernier accord signé par les belligérants maliens, à Alger (...), dira-t-il encore, pour mieux préparer son offensive à venir. «La stabilité et la sécurité chez nous en Algérie, sont un grand acquis. Nul n'a le droit d'y toucher.

C'est une ligne rouge. Aussi, le Président Bouteflika prépare d'autres réformes politiques encore, à la tête desquelles, la révision de la Constitution». Cela, avant de conseiller ses vis-à-vis de l'opposition : «Voici une bonne opportunité pour ceux qui veulent faire des propositions. Oui ! Nous ne voulons pas, par contre, de ceux qui cherchent à exploiter de légitimes revendications sociales pour assouvir des ambitions personnelles ou partisans étroites.»

Le patron de TAJ insiste encore pour asséner des coups à l'opposition : «Dans un contexte régional aussi précaire, aussi tendu, il serait vraiment indécent de surfer sur des revendications sociales légitimes dans l'espoir d'entraîner la rue dans une spirale de violence. Il est certes facile de provoquer l'explosion mais attention ! Si une explosion advient en Algérie, elle emportera tout sur son passage. Or, j'ai le regret de le dire, ceux qui veulent entraîner la rue dans leur aventure, veulent provoquer cette explosion justement.»



Amar Ghoul, ministre des Transports.

Amar Ghoul ne mâche vraiment pas ses mots à l'égard de la CNLTD dont fait partie son ex-parti et pire adversaire politique, le MSP. «Franchement, quand certains disent vouloir se solidariser avec les gens du Sud, je tombe des nues. Et pourquoi, donc ? Ceux qui manifestent dans le Sud sont-ils des citoyens d'un pays étranger ? C'est une grave dérive. C'est ce genre de discours qui alimente le régionalisme. Il y a des pro-

blèmes certes au Sud, mais aussi au Nord, dans les Hauts-Plateaux».

Le ministre des Transports dans l'actuel gouvernement Sellal conclura son discours avec cet appel : «Il faut barrer la route à tous ceux qui veulent entraîner la rue dans leur aventurisme.» Il faut s'attendre à des salves similaires de la part des autres partis du pouvoir durant les quarante-huit heures à venir ...

K. A.